

francophone se recourent parfois de manière inattendue, pour ensuite marquer ailleurs leur spécificité. Le dynamisme de ces rhétoriques est également illustré par une analyse textuelle, intertextuelle et contextuelle toujours historicisée. Mais ce n'est pas qu'à la parole écrite que s'intéresse Larochelle. En raison de l'accent mis sur l'« enseignement par les yeux » (p. 218), un chapitre entier est dédié au rôle pédagogique des images (chapitre 5). Bien qu'on comprenne l'importance d'illustrations et de photographies pour l'imaginaire enfantin, on peut se questionner quant à la pertinence de ce choix, qui rompt quelque peu avec la structure du livre et ne fait qu'insister sur un aspect déjà mis en exergue dans les chapitres précédents. Le sixième et dernier chapitre, dédié au rôle des émotions dans le discours missionnaire de l'œuvre de la Sainte Enfance, marque aussi une césure dans le rythme du livre. Cependant, son contenu réussit particulièrement bien à déplacer le regard sur le processus de construction identitaire des enfants canadiens français en montrant l'aspect genré des enseignements de l'altérité (ici, les enfants chinois et leurs parents « barbares »).

En plus que par la richesse des sources dépouillées et par les analyses minutieuses qu'elle nous livre, c'est à travers son attention au langage que l'autrice atteint l'objectif qu'elle s'était fixé. Une courte note en introduction (p. 16) permet de suivre sans gêne son utilisation de mots controversés (comme le mot *n*), et surtout de comprendre le caractère fictif et imaginé de ces dénominations qui n'existent d'abord que dans le regard de qui observe, mais aussi enseigne et apprend. En posant un regard critique sur le passé, ce livre nous amène à réfléchir et à vigiler sur la construction de la connaissance des Autres aujourd'hui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs de l'école. Il devient alors, par exemple, un outil précieux pour comprendre l'usage du *blackface* dans un classique québécois comme *Les Filles de Caleb*, dont la mise à l'écran sur Netflix a récemment suscité la controverse. Il devient finalement outil de changement lorsque sa reconnaissance par l'Institut d'histoire de l'Amérique française constitue pour l'autrice l'occasion d'inviter cette institution, phare de la discipline historique, à repenser le nom du prix prestigieux qui lui a été décerné.

Valentina Gaddi

Université de Montréal

Félix Bouvier et Charles-Philippe Courtois (dir.)

L'Histoire nationale du Québec. Entre bon-ententisme et nationalisme, de 1832 à nos jours

Québec : Septentrion, 2021, 386 pp.

Produite à partir de la perspective d'un dessinateur vivant en 1899, l'illustration qui fait office de page couverture à cet ouvrage collectif dépeint une classe d'élèves. Ces derniers vivent en l'an 2000 et portent un bonnet sur la tête, relié à un cordon. Ce cordon se rend à une machine au sein de laquelle un enseignant insère des livres. On pourrait penser à une métaphore de l'endoctrinement ou, comme le suggère

l'ouvrage dirigé par Félix Bouvier et Charles-Phillipe Courtois, à l'influence de l'enseignement de l'histoire à l'école québécoise depuis 1832. On retrouve d'ailleurs une carte au fond de la classe qui représente la province de Québec. Le seul ennui, c'est qu'il s'agit d'une illustration falsifiée. L'illustration originale comprenait une carte de la France et l'inscription désormais effacée « Histoire de France » sur un livre. Ces changements graphiques non rapportés donnent néanmoins un résultat séduisant, au premier coup d'œil, pour le lecteur du Québec.

Les ouvrages collectifs sont pour la plupart constitués de textes regroupés autour d'un thème. Faisant bande à part, l'ouvrage dirigé par Bouvier et Courtois propose une thèse forte en introduction qui encarcane la lecture des textes suivants. Les 12 chapitres s'interprètent au regard de leur capacité à confirmer ou non cette thèse : l'enseignement de l'histoire du Québec depuis 1832 — entendu ici comme les programmes et les manuels scolaires — se structure à travers l'influence de deux idéologies ou « sensibilités historiques » (p. 31). Les programmes, les manuels, leurs auteurs et leurs influenceurs sont d'allégeance soit nationaliste (pro-Québec, dénonçant la domination britannique et/ou se réclamant de l'école historiographique de Montréal) soit bon-ententiste (pro-Canada, minimisant les conflits francophones-anglophones et/ou s'affiliant à l'école historiographique de Québec). Il y aurait aussi quelques modérés. Cette thèse axée sur la question nationale n'est pas capable de prendre en compte plusieurs recherches récentes qui exposent des programmes et des manuels d'histoire teintés de racisme, d'androcentrisme et de paternalisme envers les peuples autochtones. Ainsi, la critique voulant qu'au Québec, les auteurs pro-question nationale soient peu capables d'inclure aussi d'autres perspectives marginalisées dans leur analyse se voit en partie confirmée.

Les huit hommes qui se répartissent l'écriture de l'ouvrage sont-ils bon-ententiste ou nationaliste? L'allégeance des auteurs est nébuleuse puisqu'ils ne la dévoilent pas, outre le nationalisme affiché des directeurs de l'ouvrage. Par contre, les auteurs se distinguent selon qu'ils défendent de manière plus littérale ou plus modérée la thèse de l'ouvrage.

En première instance, il faut noter la volonté de Félix Bouvier de confirmer par trois études de cas la thèse élaborée en introduction. En voulant montrer la présence d'un clivage entre bon-ententistes et nationalistes dans la revue *L'Action nationale*, chez les Anglo-Québécois et dans le nouveau programme d'*Histoire du Québec et du Canada* (2017), Bouvier en vient à passer sous silence des perspectives pourtant au cœur de son analyse. Par exemple, sur les 21 pages de son chapitre qui détaille l'enseignement de l'histoire chez les Anglo-Québécois depuis les années 1960, il en cite un seul (Jack Jedwad).

Plus nuancés que Bouvier mais aussi proche de la thèse de l'ouvrage, Charles-Phillipe Courtois et Alex Bureau analysent respectivement un nombre impressionnant de manuels scolaires (1830–2006) en mobilisant une méthodologie conjointe sur quatre chapitres. Cette méthodologie consiste d'abord à identifier des moments jugés « fondament[aux] de l'histoire nationale » (p. 38, ex. : la Conquête, la Confédération) pour ensuite étudier leur interprétation dans les manuels. Il s'agit

alors de comparer cette interprétation avec celles d'historiens/didacticiens qualifiés de bon-ententistes, de nationalistes, ou de modérés. Au final, Courtois et Bureau départagent les manuels en trois catégories sans pour autant chercher à réfuter au moins en partie la thèse de l'ouvrage (pourrait-on classer ces manuels autrement?), ce qui assurerait son caractère scientifique.

Les chapitres les plus modérés sont aussi ceux qui s'éloignent à des degrés variables de l'objectif principal de l'ouvrage. Selon l'introduction et le préfacier Denis Vaugeois, cet objectif est de « retracer l'évolution des programmes et des manuels d'histoire nationale » (p. 10) au Québec. Les textes écrits par des auteurs que je qualifie de modérés portent sur d'autres objets de recherche que ces programmes/manuels, tels que le rapport Parent (Olivier Lemieux), deux revues d'idées (*Cité libre* et *Parti pris*, Lemieux et Jean-Philippe Warren) et les débats entourant l'enseignement de l'histoire au Québec et au Canada (Alexandre Lanoix et Warren).

En guise d'exemple, Olivier Lemieux déconstruit bien le mythique rapport Parent comme argument d'autorité pour justifier l'usage de la méthode historique avec les élèves. Cette autorité est partielle puisque la section du rapport Parent qui cible l'enseignement de l'histoire ne reflète que trop peu l'avis de nombre d'acteurs éducatifs des années 1960. Les deux autres chapitres de Lemieux co-écrits avec Warren et portant respectivement sur les revues *Cité libre* et *Parti pris* auraient pu être publiés ailleurs. On cherche encore, après la lecture, l'influence de ces revues sur les programmes et les manuels d'histoire.

Le texte co-écrit par Alexandre Lanoix et Warren propose pour sa part un cadre d'analyse plus rigoureux que la thèse centrale de l'ouvrage. Modérés dans leurs propos, les auteurs juxtaposent habilement les débats au Canada et au Québec surtout depuis 2006. Les deux auteurs démontrent avec maints exemples à l'appui, la « mobilisation politique » (p. 316) de groupes de pression tant au Québec que dans l'ensemble du Canada pour réformer l'enseignement de l'histoire. Usant de stratagèmes similaires, le Dominion Institute et la Coalition pour l'histoire commanditent des sondages pour faire valoir l'ignorance supposée de l'histoire à partir de questions telles que « Qui est le premier Premier ministre du Québec/Canada ? » (p. 50, note 50). Qui dit ignorance de l'histoire dit besoin de réformes curriculaires pour faire apprendre davantage de connaissances...

Le lecteur qui s'intéresse à la question nationale en tant que grille d'analyse pour lire l'enseignement de l'histoire au Québec trouvera son compte dans cet ouvrage collectif. Le lecteur s'intéressant davantage aux approches anti-racistes, féministes, post-coloniales, autochtonisantes et/ou à la pensée historienne devra patienter. Ces deux types de lecteurs pourront reconnaître une certaine falsification de l'histoire sur la page couverture comme pour le cas de l'analyse faite par Bouvier de l'actuel programme d'*Histoire du Québec et du Canada*. Trois comptes rendus (Éric Bédard, Jean-François Cardin, Jocelyn Létourneau) critiquent d'ailleurs le propos de Bouvier à ce sujet. La principale contribution de cet ouvrage est possiblement de représenter un appel à l'écriture d'une autre histoire de l'enseignement de l'histoire au Québec. Une histoire capable de traiter de la question nationale et de multiples perspectives marginalisées au sein d'un même ouvrage.

J'imagine que ma volonté de concilier ces deux pôles hors d'un jeu à somme nulle fait de moi, selon une certaine thèse dualiste, un lecteur au bonnet néo-bon-ententiste de l'Université Laval.

Raphaël Gani
Université Laval

Robert Gagnon et Denis Goulet

La formation d'une élite. Les bourses d'études à l'étranger du gouvernement québécois (1920–1959)

Montréal : Boréal, 2020, 544 pp.

En 2011, les historiens québécois Robert Gagnon et Denis Goulet publiaient, dans le *Bulletin d'histoire politique*, un article sur les « boursiers d'Europe » qui dévoilait un vaste et passionnant chantier d'étude en cours sur l'histoire du premier programme québécois de bourses d'études supérieures instauré en 1920 par le gouvernement provincial. Neuf ans plus tard, c'est avec un ouvrage de plus de 500 pages explorant les tenants, les aboutissants et surtout les parcours des bénéficiaires des deux premiers programmes québécois de bourses d'études à l'étranger que les deux spécialistes d'histoire institutionnelle nous reviennent.

Au premier programme mis en place par le gouvernement libéral de Lomer Gouin, qui bénéficia à plus de 600 jeunes Québécois, est en effet venu s'ajouter, en 1947, un second programme lancé par le gouvernement Duplessis qui fit grimper le chiffre des boursiers de l'étranger à plus de 1000, toutes disciplines confondues. Cette élite canadienne-française qui partit se former surtout en Europe et aux États-Unis (notamment pendant la guerre) contribua directement et activement — c'est la thèse de Gagnon et Goulet — au développement des sciences, mais aussi des arts dans le Québec d'avant la Révolution tranquille (mettant ainsi à mal l'idée d'une quelconque Grande Noirceur intellectuelle). Pour mettre en évidence les apports de ces boursiers de l'étranger à l'essor scientifique, artistique et intellectuel du Québec de la première moitié du XX^e siècle, les auteurs retracent leurs portraits et parcours à l'aune de l'évolution de ces programmes de bourses.

Après avoir détaillé, dans un premier chapitre, les conditions historiques, sociologiques et politiques de création des deux programmes de bourses, Gagnon et Goulet abordent successivement, dans trois parties distinctes, les histoires des boursiers de l'entre-deux-guerres, puis de ceux qui, entre 1940 et 1945, ont dû délaisser l'Europe pour les États-Unis, avant de se pencher sur les parcours des boursiers d'après-guerre. Dans chacune de ces grandes parties, ils divisent les chapitres en fonction des champs disciplinaires : sciences médicales d'abord, sciences humaines et sociales (incluant droit et théologie) ensuite, puis sciences et sciences appliquées, et finalement arts. Afin de nourrir leur analyse, les deux historiens piochent allégrement dans les biographies, reconstituées à partir d'archives institutionnelles, et